

BLANGY, Sylvie (2017) *Co-construire le tourisme autochtone par la recherche-action participative et les technologies de la communication. Une nouvelle approche de la gestion des ressources et des territoires*. Paris, L'Harmattan, 664 p. ISBN 978-2-34305-506-0

Mesmin Tchindjang

Volume 62, numéro 176, septembre 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063119ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063119ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tchindjang, M. (2018). Compte rendu de [BLANGY, Sylvie (2017) *Co-construire le tourisme autochtone par la recherche-action participative et les technologies de la communication. Une nouvelle approche de la gestion des ressources et des territoires*. Paris, L'Harmattan, 664 p. ISBN 978-2-34305-506-0]. *Cahiers de géographie du Québec*, 62(176), 355–357. <https://doi.org/10.7202/1063119ar>

devenir véritablement «touristiques». Une bonne part d'entre eux reçoivent surtout des résidents locaux. Alors que les politiques touristiques soutiennent les festivals en justifiant principalement les retombées engendrées par le tourisme, cette partie du livre amène à repenser cet argumentaire.

La dernière section du livre propose une lecture de l'événementiel au prisme du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises. La mise en place de politiques publiques liées à l'environnement, notamment à l'égard des espaces protégés, rend aujourd'hui plus complexe l'organisation des événements. Les chapitres de cette partie proposent des grilles multicritères pour analyser les impacts sociaux, économiques, culturels et environnementaux de certains événements et démontrent ainsi leur dimension systémique.

L'approche multidisciplinaire utilisée dans cet ouvrage, tout comme la diversité des événements étudiés, permettent d'explorer les différentes facettes de l'événementiel et en démontrent toute la complexité. Si l'événementiel est certes un outil de développement économique, et souvent brandi comme tel pour justifier les investissements publics, le livre de Piriou, Ananian et Clergeau nous rappelle qu'il est aussi un facteur d'aménagement des territoires, autant qu'un facteur de cohésion sociale et un marqueur identitaire. Les cas d'analyse exposés sont divers, en territoires de montagne, rural, maritime ou urbain, de dimension locale, nationale ou internationale. Que ce soit dans le cas de Paris Plage, du quartier des spectacles de Montréal, des grands événements tels que les Jeux olympiques, ou dans le cadre de manifestations visant un public très précis sinon confidentiel, ce livre nous permet de réfléchir à la multiplicité ainsi qu'aux paradoxes des événements touristiques.

Pascale MARCOTTE

Département de géographie
Université Laval
Québec (Canada)

BLANGY, Sylvie (2017)
Co-construire le tourisme autochtone par la recherche-action participative et les technologies de la communication. Une nouvelle approche de la gestion des ressources et des territoires.
Paris, L'Harmattan, 664 p.
ISBN 978-2-34305-506-0

Sylvie Blangy

Co-construire le tourisme autochtone par la recherche-action participative et les technologies de la communication

Une nouvelle approche de la gestion des ressources et des territoires

L'Harmattan

L'ouvrage produit par Sylvie Blangy est le fruit d'une thèse rédigée et soutenue sur la base des travaux de terrain issus, pour la plupart, de consultations antérieures et d'échanges dans 20 ateliers organisés avec des communautés indigènes, essentiellement d'Europe et du Canada.

Le livre s'organise autour de six chapitres d'inégales longueurs recensant l'état des lieux du tourisme autochtone (TA) et la situation de peuples autochtones dans le monde (chap. I). Il décrit en outre trois grands groupes culturels autochtones: les Cris, les Inuit et les Saamis (chap. II). La méthodologie est présentée dans une étroite fenêtre de 35 pages (chap. III) avec des redites ultérieures. Ensuite, l'auteure s'oriente vers la mise en place des partenariats de recherche dans les communautés nordiques en utilisant le cycle de vie des projets (chap. IV). Le chapitre V reprend en partie un guide des destinations indigènes publié par l'auteure en 2006, avec une focalisation sur un site Internet dont le chapitre VI du livre s'emploie à procurer 66 réponses aux 42 questions en ligne. Toutes ces investigations autorisent Blangy à conclure, à partir de l'exploration de nouvelles théories sur les peuples autochtones, que les technologies de l'information et de la communication (TIC), le Web 2.0 (p. 20, 427...) et les réseaux sociaux sont des outils pertinents recelant un potentiel énorme permettant de conduire des télérecherches collaboratives et participatives avec un ou plusieurs réseaux de chercheurs, autochtones ou non. Le tourisme, grand axe de l'ouvrage, peut apparaître comme un vecteur de reconstruction et de restructuration de toute société culturelle autochtone en mal de reconquête identitaire (p. 42). L'étude ne s'est focalisée que sur les cas observés en Occident, mais cela vaut autant pour les Aborigènes (Australie) et les Saamis (Scandinavie) que les Pygmées (Cameroun) ou les Maasaïs (Kenya).

Le mérite de l'auteure est d'avoir su puiser dans ses expériences antérieures de consultante pour bâtir une recherche collaborative tant désirée de nos jours sur les cinq continents dans ce siècle dédié au développement durable. En effet, en Afrique, en Europe, en Amérique, en Asie ou en Océanie, les méthodes de recherche participative et collaborative basées sur les savoirs locaux et les savoir-faire ancestraux ont été développées sous plusieurs formes et dépendent des contextes dans lesquels peuvent s'appliquer des systèmes d'analyse sociale. Ces systèmes associent efficacement tous les 12 outils/techniques de la méthode accélérée de recherche participative (MARP) largement utilisés par Borrini-Feyerabend (1996-2012), et le questionnaire coconstructiviste de la résilience des paysages conçu par la Community Development Knowledge Management for the Satoyama Initiative (COMDEKS) depuis 2010. COMDEKS vise à maintenir, reconstruire et revitaliser les paysages terrestres (*landscapes*) et marins (*seascapes*) de production socioécologique (*socio ecological production landscape* [SEPL]) pour la conservation de la biodiversité, tout en répondant aux besoins socioéconomiques des communautés locales et en leur procurant des moyens de subsistance comme le tourisme. L'évaluation de la résilience de paysages par COMDEKS s'appuie essentiellement sur 20 questions dont les scores fournis par les populations locales donnent lieu aux diagrammes identiques à ceux utilisés par Sylvie Blangy dans l'ouvrage (p. 237 et suivantes).

Ces méthodes de recherche en sciences sociales originales et mixtes (qualitatives et quantitatives, p. 227) facilitent la triangulation des résultats et produisent souvent des résultats de recherche de qualité supérieure aux méthodes uniques (Johnson et Onwuegbuzie, 2004). En outre, elles enrichissent l'analyse et la compréhension des données produites de telle manière que le projet de recherche y gagne en profondeur et en solidité (Creswell, 2009). Certes, tel qu'il est rédigé, l'ouvrage amène le lecteur à répondre par l'affirmative à deux questions: le tourisme autochtone peut-il être un outil au service de la reconquête culturelle et identitaire des peuples autochtones et d'une meilleure gestion de leurs territoires et de leurs ressources? La recherche-action participative et les technologies de l'information et de la communication peuvent-elles contribuer à un meilleur engagement dans les projets touristiques et générer de nouvelles formes de collaboration entre chercheurs et experts autochtones à distance (p. 12)?

Si trois hypothèses sont émises (p. 12-13), tout n'est pas dit, cependant. Il manque des exemples, photos et graphiques illustrant la situation en Afrique (Maasaïs et Pygmées) ou en Amérique latine (Indiens), avec le paradoxe de la marginalisation, de la chosification ou de l'exclusion des communautés autochtones parfois condamnées à disparaître. Ainsi en est-il du problème posé par Kibicho (2007) qui fustige une création d'aires protégées dans l'ignorance volontaire des conséquences sur les communautés locales ou autochtones vivant en symbiose avec la nature. La contestation qui en résulte n'est que trop justifiée. Elle conduit l'auteur à analyser comment le concept de durabilité peut être appliqué au tourisme de safari dans le pays maasaï. L'évaluation du tourisme communautaire réalisé au Kenya ressemble au modèle proposé par Blangy à Eeyou Istchee, au Québec, et à Moose Factory, en Ontario.

Néanmoins, en plus de la richesse des sujets, l'ouvrage de Blangy a le mérite d'être pluridisciplinaire par les thèmes traités. Il mérite de rejoindre des publications et recherches à lire sur l'identité culturelle, la reconquête identitaire et la préservation de la culture (p. 42), le tourisme autochtone *versus* communautaire, la réduction de la pauvreté et la résilience du paysage (51-53). Sont abordés de façon stimulante la perception du territoire et de ses ressources (p. 567) avec le dilemme communautés/extraction minière ou communautés/tourisme (Amérique latine, Afrique, Canada), la diversification du développement économique dans les communautés indigènes ainsi que le rôle des TIC et du Web 2.0.

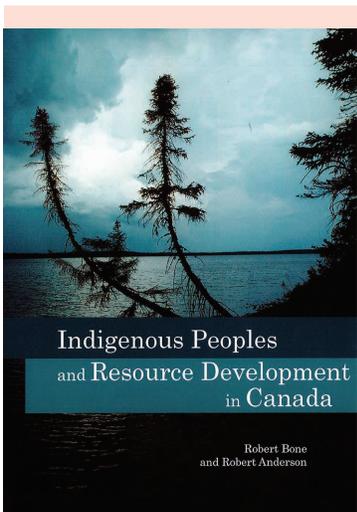
Bref, bien que très répétitif, l'ouvrage de Sylvie Blangy façonne l'opinion de tout lecteur averti, d'où qu'il soit, et l'amène à vivre ou à tenter l'expérience en territoire autochtone. Il invite à quitter les préjugés sur ces peuples pour partager leur culture, s'en enrichir et apprécier leur mode de vie. Car les tentatives de mise en place des projets de développement touristique dans ces milieux par les gouvernements et les organisations sans l'implication des populations autochtones et sans la prise en compte de leurs aspirations se solderont toujours par des échecs ou des contestations, et par leur réduction à la dépendance.

Références

- CRESWELL, John W. (2009) *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches*. Thousand Oaks, Sage Publications.
- JOHNSON, R. Burke et ONWUEGBUZIE, Anthony J. (2004) Mixed methods research: A research paradigm whose time has come. *Educational Researcher*, vol. 33, n°7, p. 14-26.
- KIBICHO, Wanjohi (2007) *Tourisme en pays maasaï (Kenya): de la destruction sociale au développement durable*. Paris, L'Harmattan.

Mesmin TCHINDJANG

Département de géographie
Université de Yaoundé I
Yaoundé (Cameroun)



BONE, Robert et ANDERSON, Robert (dir.) (2017) *Indigenous peoples and resource development in Canada*. Concord, Captus Press, 506 p.

ISBN 978-1-55322-351-1

L'ouvrage regroupe une sélection d'articles relativement courts, traitant sous plusieurs angles la manière dont les Premières Nations sont intégrées ou non dans les processus de décision ayant des incidences sur leur territoire et les ressources

présentes. Les projets d'exploitation des ressources sont à l'origine de traumatismes communautaires vécus par les Premières Nations (perte d'un territoire, de repères et de traditions, dégradation de l'environnement) qui ont longtemps été minimisés ou niés. Aujourd'hui, à la suite de mobilisations de grande ampleur et une jurisprudence qui s'est progressivement consolidée (Martin et Hoffman, 2008), la place des Autochtones tend à être reconnue, ainsi que leur perception singulière du territoire et leurs savoirs traditionnels qui ne se fondent pas sur les mêmes principes que ceux de la science occidentale (contributions de Bohensky et Maru; de Roburn *et al.*).

Aspirer, pour les Autochtones, à être parties prenantes des projets et à pouvoir bénéficier *a minima* de leurs retombées positives fait déjà partie d'une longue histoire judiciaire au Canada, sur laquelle reviennent fréquemment les articles

de cet ouvrage. Aussi, faut-il différencier les territoires vierges de tout traité entre la Couronne et les Premières Nations (Québec, Ontario, Yukon, etc.) de ceux sur lesquels, au cours de l'histoire de la colonisation, les Autochtones ont signé des accords éteignant leurs droits sur leurs territoires ancestraux en contrepartie d'un certain nombre de mesures (pas toujours bien appliquées) en leur faveur, comme les droits de chasse, de pêche ou de piégeage sur leurs territoires traditionnels et le droit de récolte sur les terres cédées situées à l'extérieur de leurs réserves (contribution de Dana *et al.*).

Pour le premier cas, des arrêts comme Calder c. British Columbia (1973), R. c. Van den Peet decision (1996), Delgamuukw c. British Columbia (1996), Haida (2004), Tsilhqot'in Nation (2014) ont contraint l'État fédéral, les provinces et de ce fait les aménagistes à prendre en compte les Premières Nations: obligation de consulter et d'accommoder les Autochtones (intégrer leurs intérêts dans le projet). Dans le second cas, les territoires sous-traités n'ont pas empêché les Premières Nations de négocier ou de poursuivre la Couronne ou ses représentants, que ce soit sur les territoires qu'ils détiennent ou ceux sur lesquels ils peuvent exercer des droits.

Aussi, de nombreux articles de l'ouvrage illustrent à travers une pluralité d'exemples comment les Autochtones conçoivent, négocient ou estent en justice pour avoir accès, valoriser ou préserver différentes ressources renouvelables (forêt, eau, etc.) ou non (pétrole, gaz, diamants, etc.). Et ce, en fonction des droits fonciers qu'ils ont sur le territoire: propriété, «usufruit» pour leurs pratiques... La constitution de réserves en milieu urbain renverse la perspective majoritairement traitée dans le livre, parce qu'elle permet à certaines communautés d'avoir accès au potentiel des villes (services, emplois, etc.) sur la base du règlement de revendications particulières et de droits fonciers issus de traités (contribution de Schneider *et al.*).

Cette lecture permet de constater que la reconnaissance des Autochtones comme interlocuteurs incontournables et leur intégration dans la gestion des ressources sont devenues indispensables, non seulement en application de la loi et de la jurisprudence, mais aussi pour éviter de longues procédures judiciaires et améliorer la performance des projets. Ainsi, les *Impact and benefits agreements* sont-ils de plus en plus utilisés et permettent aux communautés d'être parties prenantes: programmes de formation professionnelle, emplois réservés aux membres de la communauté, sous-traitance réservée à des entreprises